Fondation Jean Jaurès

International

JOE BIDEN À L'HEURE DU BILAN

Théo Quiers

25/03/2025

Quelques mois après la fin de la présidence de Joe Biden, quel bilan économique et politique dresser de son administration ? Théo Quiers, collaborateur parlementaire, livre son analyse, montrant que ce bilan, qu'il juge solide, laisse tout de même un goût d'inachevé et reste incompris par une majorité d'Américains.

Le 20 janvier 2025, à l'âge de 82 ans, Joe Biden a quitté la Maison-Blanche, mettant un terme à une carrière politique longue de cinquante ans. Il a d'abord été élu sans discontinuer au Congrès en tant que sénateur du Delaware de 1973 à 2009. Il a ensuite été le vice-président fidèle de Barack Obama pendant huit ans, de 2009 à 2017, avant de devenir président en 2021.

Alors que Donald Trump revient au pouvoir après avoir occupé ce poste quatre ans plus tôt, devenant ainsi le deuxième président américain de l'histoire à être réélu pour un second mandat non consécutif, après Grover Cleveland en 1892, l'heure est au bilan pour Joe Biden. Le retour triomphant du milliardaire dans le bureau ovale est un premier constat d'échec pour celui qui lui avait succédé en promettant de reconstruire l'âme de la nation. Cet échec est d'autant plus amer que Joe Biden n'a pas pu défendre ses chances pour un second mandat après les multiples pressions du camp démocrate pour qu'il se retire au profit de sa vice-présidente, Kamala Harris, mais, cette fois, Donald Trump a été élu en remportant le vote populaire[1].

Après quatre années passées à la Maison-Blanche où il est arrivé dans un contexte pandémique et économique particulièrement complexe, le bilan de Joe Biden est loin d'être aussi désastreux que les républicains et l'imaginaire collectif ont tendance à le décrire. Bien au contraire, son héritage se révèle positif sur le plan économique, grâce à l'adoption par le Congrès de projets de loi massifs, à l'initiative des démocrates, consistant à moderniser les infrastructures du pays et à renforcer considérablement les investissements dans la transition écologique et énergétique. En revanche, il a également fait face à de nombreux défis difficiles à surmonter, que ce soit la déconstitutionnalisation du droit à l'avortement, la crise migratoire ou la question des armes à feu.

Un nouveau « Plan Marshall » pour sauver l'économie américaine…

À sa prise de fonction en janvier 2021, Joe Biden avait pour priorité de relancer l'économie du pays après la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 qui avait déjà causé la mort de plus de 400 000 Américains et qui demeurait très préoccupante aux États-Unis. Lors de son premier jour, il signait une dizaine de décrets précisant les dispositions de lutte contre la pandémie. Dans une critique à peine voilée des méthodes controversées de son prédécesseur, il déclarait : « Notre stratégie se fonde sur la science, pas sur la politique, sur la vérité, pas sur le déni[2] ». Ainsi, toute personne arrivant par avion aux États-Unis depuis un autre pays devait se faire tester avant de partir et observer une quarantaine à son arrivée. Il a également assuré à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le soutien financier plein et entier des États-Unis après que Donald Trump avait décidé de quitter l'organisation en pleine pandémie. Il a également rendu obligatoire le port du masque dans les transports et les bâtiments publics, une décision que Donald Trump n'avait endossée qu'à reculons[3]. Côté vaccin, Joe Biden avait affiché dès son investiture l'objectif de 100 millions de vaccinés en cent jours[4]. Sa politique sanitaire a porté ses fruits puisque 200 millions de doses ont été administrées en trois mois[5].

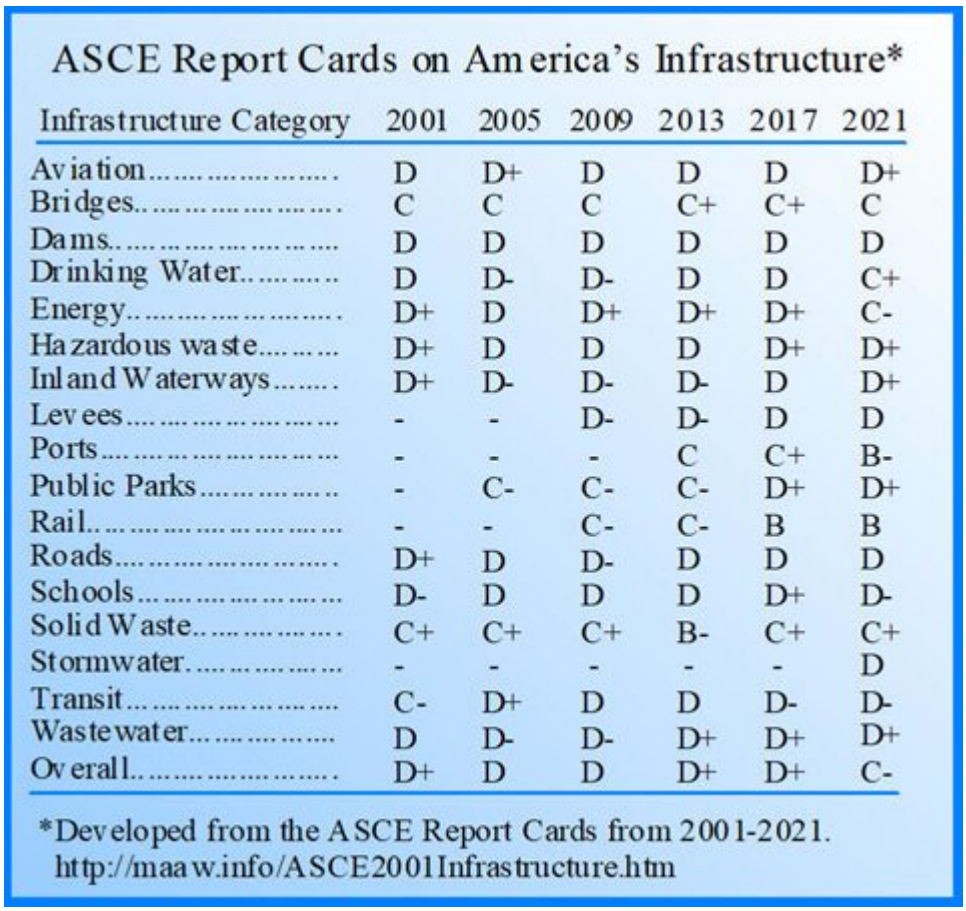
En parallèle, Joe Biden aspire à une relance économique inédite et une refonte totale du paysage américain. L'épidémie de Covid-19 a affecté l'économie des États-Unis comme jamais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'année 2020 a vu en effet la première récession depuis la crise financière de 2008 et la pire depuis 1946, selon le *Wall Street Journal*. Le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 3,5% par rapport à 2019. Cette contraction s'est accompagnée de la destruction de près de 9 millions d'emplois[6]. Pour relancer l'économie, le candidat Biden avait fait campagne en scandant « Build back better » (« Mieux reconstruire »), un programme économique combinant une action de soutien à court terme, par le biais de plans de dépenses massifs se chiffrant en milliers de milliards de dollars, et des investissements de long terme, avec notamment un projet pharaonique de renouvellement des infrastructures vieillissantes du pays[7]. Il s'inscrit ainsi dans les pas de ses illustres prédécesseurs démocrates Franklin Delano Roosevelt, Bill Clinton et Barack Obama qui, après les différentes crises économiques qui ont jalonné leurs mandats, avaient mis en place des plans de relance économique historiques.

Plusieurs grandes lois ont ainsi structuré les *Bidenomics*, néologisme pour désigner la politique économique du président Biden. Pour commencer, l'*American Rescue Plan* (« le plan de sauvetage américain ») d'un montant de 1900 milliards de dollars, adopté par le Sénat en mars 2021 à 50 voix contre 49. Ce plan de relance exceptionnel, le troisième approuvé par le Congrès depuis le début de la pandémie, le premier de l'administration Biden, a tout d'abord permis d'injecter quelque 400

milliards de dollars dans le compte en banque des ménages américains sous la forme de chèques ou de crédits d'impôt substantiels : 1400 dollars destinés aux foyers gagnant moins de 75 000 dollars par an et aux couples mariés dont la rémunération ne dépasse pas 150 000 dollars ; 3600 dollars pour la garde des enfants jusqu'à cinq ans et 3000 dollars pour la garde de ceux âgés de six à dix-sept ans, quel que soit le revenu du ménage. Au niveau fédéral, ce plan allouait 350 milliards de dollars d'aides aux États et aux collectivités locales. De plus, 75 autres milliards de dollars ont été attribués à la lutte contre la pandémie de Covid-19 (15 milliards pour la distribution des vaccins, 50 milliards pour le dépistage et la recherche, 10 milliards pour la production de vaccin). Les écoles, de la maternelle au lycée, ont quant à elles bénéficié d'une enveloppe de 126 milliards de dollars, les universités de 40 milliards et les crèches de 39 milliards. De nombreux établissements sont, en effet, restés fermés pendant un an faute de pouvoir mettre en place les protocoles sanitaires nécessaires pour accueillir les élèves[8].

… et un *Green New Deal* pour refonder l'économie américaine

Cinq mois après la promulgation de cette première loi, le Congrès a adopté pour la première fois un projet de loi majeur bipartisan : l'*Infrastructure Investment and Jobs Act*, également appelé *Bipartisan Infrastructure Law*. Joe Biden avait annoncé deux semaines seulement après l'adoption du plan de sauvetage, lors d'un discours à Pittsburgh, son intention d'investir 2000 milliards de dollars supplémentaires pour moderniser les infrastructures du pays et lutter contre le dérèglement climatique en lançant des projets verts créateurs de millions d'emplois. La plupart des infrastructures américaines datent en effet des années 1950 et le constat quant à leur niveau de délabrement est largement partagé dans l'opinion publique comme par la classe politique. L'American Society of Civil Engineers (ASCE, Société américaine de génie civil) rappelle qu'en 2021, 40% des 614 387 ponts du pays ont au moins cinquante ans, que parmi eux 56 000 sont « structurellement imparfaits » et qu'ils sont pourtant toujours utilisés. En tout, ce sont environ une trentaine d'États qui ne bitument plus leurs routes, faute d'argent public[9]. Dans chacun de ses rapports, publiés tous les quatre ans, l'ASCE attribue une note à chaque type d'infrastructure. Pratiquement aucun progrès n'a été réalisé ces trente dernières années. Dans son rapport de 2021, sur 17 catégories, 11 ont reçu la note D dont les écoles, les équipements aéroportuaires, les routes ou encore les transports en commun. Elle estime à 2590 milliards de dollars les besoins en infrastructures du pays d'ici 2030, ce qui correspond à peu près au montant du plan de Joe Biden[10].



ASCE Report Cards on America's Infrastructure*

Infrastructure Category	2001	2005	2009	2013	2017	2021
Aviation	D	D+	D	D	D	D+
Bridges	C	C	C	C+	C+	C
Dams	D	D	D	D	D	D
Drinking Water	D	D-	D-	D	D	C+
Energy	D+	D	D+	D+	D+	C-
Hazardous waste	D+	D	D	D	D+	D+
Inland Waterways	D+	D-	D-	D-	D	D+
Levees	-	-	D-	D-	D	D
Ports	-	-	-	C	C+	B-
Public Parks	-	C-	C-	C-	D+	D+
Rail	-	-	C-	C-	B	B
Roads	D+	D	D-	D	D	D
Schools	D-	D	D	D	D+	D-
Solid Waste	C+	C+	C+	B-	C+	C+
Stormwater	-	-	-	-	-	D
Transit	C-	D+	D	D	D-	D-
Wastewater	D	D-	D-	D+	D+	D+
Overall	D+	D	D	D+	D+	C-

*Developed from the ASCE Report Cards from 2001-2021.
http://maaw.info/ASCE2001Infrastructure.htm

À l'issue de longues négociations avec un groupe bipartisan composé de 21 sénateurs démocrates (9) et républicains (11)[11], un compromis a été trouvé autour d'un projet de loi d'un montant de 1200 milliards de dollars, étalés sur huit ans, qui se concentre sur l'investissement dans les infrastructures physiques, notamment les routes, les ponts, les chemins de fer, l'eau, les égouts, le haut débit et les véhicules électriques. Pour le président démocrate, élu sur la promesse de réconcilier l'Amérique, cet accord démontre que « la démocratie américaine fonctionne et peut obtenir des résultats[12] ». Ainsi, le 10 août 2021, le projet de loi a d'abord été adopté par le Sénat par 69 voix contre 30, 19 républicains ayant joint leur vote à celui des démocrates. Il a ensuite été mis au vote à la Chambre, en novembre, et adopté par 228 voix contre 206 avec l'appui de 13 républicains. Outre le financement des routes et des ponts, il autorise 39 milliards de dollars pour moderniser les systèmes de trains et d'autobus, 66 milliards de dollars pour améliorer et étendre le réseau ferroviaire d'Amtrak, 50 milliards de dollars pour aider les communautés à se préparer aux perturbations du changement climatique et 55 milliards de dollars pour élargir l'accès à l'eau potable[13].

Face à ces projets structurels massifs, les États-Unis demeurent confrontés à une forte inflation qui peut s'expliquer par trois facteurs principaux. D'abord, en raison de la crise sanitaire dont les

mesures restrictives ont eu des effets néfastes sur l'activité économique ainsi que sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, exacerbant ainsi la pression sur les prix. Ensuite, et de manière quasi concomitante, en raison de la guerre en Ukraine qui, avec la Russie, pays agresseur, sont d'importants exportateurs de matières premières à l'échelle mondiale. Après une série de sanctions économiques mondiales imposées à la Russie, les prix de plusieurs matières premières ont bondi en raison d'une offre mondiale restreinte. Enfin, d'une manière générale, du fait d'un manque de main-d'œuvre aux États-Unis qui freine la production intérieure, faisant augmenter mécaniquement les prix. Les prix finissent par exploser. L'inflation a ainsi augmenté en flèche, atteignant les 10% en milieu de mandat[14]. C'est cette hausse des prix, qui étouffe les foyers américains, que les électeurs retiennent et qui rend difficile l'acceptation par la population d'une politique économique fructueuse qui peine à montrer ses résultats. Le revenu réel est, en effet, resté presque stable durant tout son mandat malgré un léger frémissement aux alentours de 2%. Pour lutter contre cette inflation persistante, Joe Biden fait adopter par le Congrès une nouvelle grande loi : l'*Inflation Reduction Act* (IRA) qui s'inspire du *Build Back Better Act*, un programme de 3500 milliards de dollars destiné à des investissements dans le climat et la politique sociale adoptée par la Chambre des représentants mais qui n'avait pas pu passer le Sénat en raison du refus du sénateur démocrate modéré de Virginie-Occidentale, Joe Manchin, de voter ce texte, estimant qu'il était trop coûteux[15]. L'IRA est centré sur le climat et la santé (433 milliards de dollars) ainsi que sur la réduction du déficit (plus de 300 milliards de dollars), tout en levant 739 milliards de dollars par le biais d'impôts et de taxes[16].

Fruit de longues et difficiles tractations avec l'aile droite du parti démocrate, l'IRA représente le plus important investissement jamais réalisé en faveur du climat aux États-Unis. Ce fonds s'élève à 370 milliards de dollars et vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030. Ainsi, avec cette réforme, un Américain a pu recevoir jusqu'à 7500 dollars en crédit d'impôt pour l'achat d'une voiture électrique. L'installation de panneaux solaires sur son toit a été prise en charge à hauteur de 30%. Plusieurs milliards de dollars de crédits d'impôts ont également été proposés aux industries les plus polluantes afin de les assister dans leur transition énergétique. Le texte prévoit, en outre, 64 milliards de dollars d'investissements dans la santé et la baisse progressive du prix de certains médicaments, qui peuvent être jusqu'à dix fois plus chers que dans d'autres pays. Grâce à l'IRA, le prix de l'insuline a été plafonné à 35 dollars par mois pour les bénéficiaires de Medicare, un système d'assurance-santé géré par le gouvernement fédéral pour les personnes de plus de 65 ans ou répondant à certains critères. Toutefois, les progressistes ont dû abandonner leurs ambitions de maternelles et d'universités publiques gratuites et de meilleurs soins pour les personnes âgées. Enfin, en parallèle de ces investissements massifs, le projet de loi entend réduire le déficit public avec notamment un nouvel impôt minimal de 15% pour toutes les sociétés dont les bénéfices dépassent le milliard de dollars. Selon les estimations, cette mesure

pourrait générer plus de 258 milliards de dollars en recettes pour l'État fédéral américain au cours des dix prochaines années[17].

Outre ces trois paquets législatifs considérables cumulant 3500 milliards de dollars d'investissements, nous pourrions citer comme promesse tenue du président Biden la signature d'un décret, au début de son mandat, visant à augmenter le salaire minimum des travailleurs contractuels du gouvernement fédéral (agents de maintenance ou d'entretien dans les bâtiments fédéraux, serveurs dans les cafétérias des administrations, ou encore infirmières qui s'occupent des anciens militaires) à 15 dollars contre 10,95 dollars[18]. En revanche, la hausse du salaire minimum pour l'ensemble des salariés du pays à 15 dollars d'ici 2025 contre 7,25 dollars actuellement, qui était une promesse de campagne de Joe Biden, a dû être abandonnée dans la première mouture du plan de relance afin d'obtenir un accord au Sénat pour que le reste du plan soit adopté[19].

Enfin, dernière grande loi du mandat de Joe Biden, qui dépasse le cadre économique et relève à la fois de la sécurité nationale et du champ industriel et scientifique, le *CHIPS and Science Act* est voté par le Congrès en août 2022, quelques jours après l'IRA. Cette loi prévoit 280 milliards de dollars de nouveaux financements pour stimuler la recherche et la fabrication nationale de semi-conducteurs aux États-Unis, 39 milliards de dollars de subventions pour la fabrication de puces sur le sol américain ainsi que des crédits d'impôt pour les coûts des équipements de fabrication et, enfin, 13 milliards de dollars pour la recherche sur les semi-conducteurs et la formation de la main-d'œuvre, avec pour double objectif de renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement américaine en la matière et de concurrencer la Chine[20].

Les effets des *Bidenomics*, du fait de leur caractère structurel, devront par définition être évalués sur le long terme. Construit en opposition aux *Reaganomics*, dont l'idée principale était que l'implication du gouvernement dans l'économie est dommageable et que, par conséquent, l'investissement public constitue un gaspillage, ce néologisme est « la reconnaissance sans équivoque du rôle que joue l'investissement public dans une stratégie économique visant à corriger les défaillances du marché et à jeter les bases d'une croissance plus forte et plus inclusive[21] », comme le souligne Brian Deese, conseiller économique de Joe Biden et directeur du Conseil économique national (2021-2023). Une telle densité d'investissements comporte malgré tout son lot de risques, comme l'indique Robert Skidelsky, professeur émérite de sciences économiques à l'université de Warwick et spécialiste reconnu du keynésianisme : « Il s'agit d'un programme à long terme. À court terme, les fameux « goulets d'étranglement » du côté de l'offre risquent d'entraîner de l'inflation[22] ». Il est donc encore trop tôt pour évaluer les bénéfices ou les préjudices de ces politiques économiques majeures.

Le jour où Joe Biden a quitté la Maison-Blanche, la croissance américaine était de 3,1%[23], le taux de chômage avait fortement chuté, tournant autour de 4,2%, après une période sous les 4% d'une longévité inédite depuis les années 1960 (contre 14,7% en avril 2020) et plus de 16,5 millions d'emplois avaient été créés durant son mandat[24]. Pourtant, selon un sondage Ipsos pour ABC News, à la fin de son mandat, 42% des Américains déclaraient que leur situation financière avait empiré sous Joe Biden, pointant comme principale responsable de leur situation l'inflation, que le président n'avait pas su endiguer alors même qu'elle est repassée sous la barre des 3% en juin 2024[25].

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

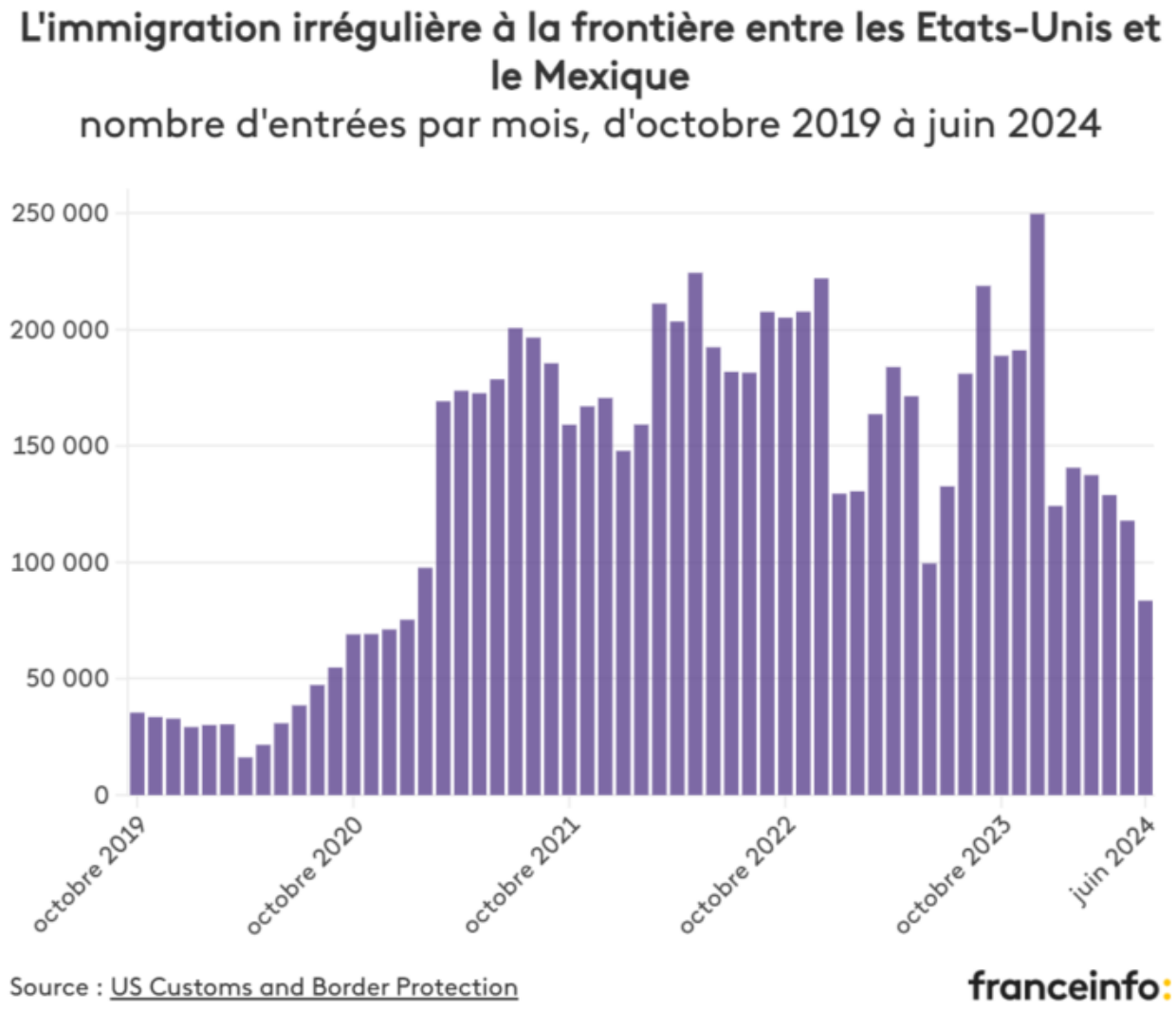
Remise en cause du droit à l'avortement, crise à la frontière avec le Mexique, impuissance contre les armes à feu et politique énergétique contrastée

Sur le plan intérieur, la présidence de Joe Biden a été marquée, bien malgré elle, par la décision de la Cour suprême, le 22 juin 2024, de renverser l'arrêt Roe *vs.* Wade garantissant à l'échelle fédérale le droit à l'avortement, ce qui a mené à la restriction, voire à l'interdiction totale de l'IVG dans 22 États fédérés. Depuis la révocation de l'arrêt, près de 23 millions d'Américaines en âge de procréer – soit une sur trois – ne peuvent plus avorter dans l'État dans lequel elles vivent. Au cours de l'année 2023, au moins 170 000 d'entre elles ont dû partir avorter dans un autre État[26]. Et ce alors qu'en mai 2022, un mois avant l'annulation de l'arrêt Roe *vs.* Wade par la Cour suprême, 70% des Américains étaient favorables au maintien de cette disposition[27].

N'ayant aucun levier pour aller à l'encontre des décisions prises par la plus haute juridiction du pays, qui compte six juges conservateurs et trois juges progressistes, nommés par Donald Trump lors de son premier mandat, Joe Biden a appelé les Américains à voter pour des démocrates au Congrès à l'occasion des élections de mi-mandat pour que des lois soient adoptées sur cette question. Les *midterms* de novembre 2022 ont d'ailleurs été une bonne surprise pour les démocrates qui ont concédé la Chambre des représentants aux républicains mais sont parvenus à conserver la

majorité au Sénat. Alors que la remise en cause du droit à l'avortement a contribué à dégrader davantage l'image qu'ont les Américains de la Cour suprême, Joe Biden est par ailleurs parvenu à y faire accéder la première femme noire : Ketanji Brown Jackson, qui a succédé au juge progressiste Stephen Breyer, parti à la retraite.

Sur le volet de l'immigration, la crise migratoire à la frontière avec le Mexique a été le grand point noir de la présidence de Joe Biden. À partir de 2021, les entrées irrégulières sur le territoire américain ont atteint des niveaux record. Le pic a été atteint en décembre 2023 lorsque près de 250 000 migrants ont franchi illégalement la frontière[28]. En tout, 2,4 millions d'entrées nettes par an ont été comptabilisées lors des trois premières années de présidence de Joe Biden, selon le *New York Times*[29]. C'est une immigration annuelle plus importante, même en proportion de la population, que durant le grand afflux de la fin du XIX^{e} siècle et du début du XX^{e}. Chaque année, sur la période 2020-2023, la population s'est accrue de 0,6% de personnes étrangères supplémentaires, un rythme qui n'avait plus été enregistré depuis les années 1850, mais qui à l'époque représentait moins de 200 000 personnes par an. En conséquence, 15,2% de la population vivant aux États-Unis en 2023 est née à l'étranger, ce qui dépasse le record historique de 1890[30]. Joe Biden a été perçu tout au long de sa présidence comme impuissant pour endiguer cette crise. Une vague liée aux crises en Haïti, en Ukraine et au Venezuela, mais qui doit aussi beaucoup à l'attitude plus souple qu'a adoptée le président Joe Biden lorsqu'il a remplacé Donald Trump, en 2021. À l'approche de l'élection présidentielle de 2024, l'administration Biden a annoncé le durcissement des restrictions d'asile à la frontière sud des États-Unis, faisant brusquement chuter le nombre de migrants traversant la frontière. La question de l'immigration aura beaucoup pesé dans le débat politique durant la campagne. Les républicains reprocheront d'ailleurs à Joe Biden d'avoir été trop souple et impuissant pour endiguer la crise migratoire, perçue par de nombreux Américains comme un danger pour l'avenir de leur société. Ces critiques ont été également très vives, notamment durant la campagne, à l'endroit de Kamala Harris, qui s'était vue attribuer par ce dernier la charge d'un aspect spécifique de la politique migratoire, à savoir la *Root Causes Strategy*, qui vise à remédier aux conditions qui poussent les gens à émigrer aux États-Unis.



Toujours sur le plan intérieur, les efforts de Joe Biden pour enclencher une transition énergétique ont été nuancés par les chiffres de la production d'énergies fossiles. Pendant son mandat, les États-Unis ont conforté leur position de plus gros producteur de pétrole mondial. Alors qu'il avait promis d'interdire les nouveaux forages sur les terres fédérales, le président Biden a donné son feu vert à plusieurs projets, dont le très controversé projet Willow, en Alaska, du géant américain ConocoPhillips. Le projet a été réduit à trois zones de forage contre les cinq initialement demandées par l'entreprise. Il permettra, selon le ministère de l'Intérieur américain, la production de 576 millions de barils de pétrole sur environ trente ans. Il entraînera aussi l'émission indirecte de l'équivalent de 239 millions de tonnes de CO_2, ce qui correspond aux émissions de 64 centrales à charbon durant un an, selon un outil de calcul de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA)[31].

Le gouvernement américain souhaite, d'un côté, donner des gages aux défenseurs de

l'environnement, comme il l'a fait en début de mandat en réintégrant les États-Unis dans les accords de Paris sur le climat. D'un autre côté, il a annoncé vouloir interdire de façon permanente les forages sur une grande zone de l'océan Arctique, bordant cette réserve. De plus, les différents paquets législatifs adoptés durant sa présidence ont permis de développer les énergies renouvelables. Ainsi, en 2023, les énergies propres ont couvert près d'un quart de la demande d'électricité du pays, selon le cabinet BloombergNEF, cabinet d'étude indépendant dédié à la transition énergétique[32]. Des usines de panneaux solaires et d'éoliennes ont été construites ou sont en cours de construction un peu partout dans le pays, notamment au Texas, ainsi que des usines de batteries. Des crédits d'impôt pour l'achat d'une voiture électrique produite aux États-Unis ont également vu le jour. En 2023, les ventes de ces véhicules « verts » ont d'ailleurs bondi de 50%. L'intérêt pour l'hydrogène aux États-Unis ne cesse de croître avec 437 MW de nouveaux électrolyseurs livrés en 2023. La part du charbon dans la production d'électricité a chuté de 15,8% en 2023, son niveau le plus bas jamais atteint. Enfin, les émissions de CO_2 des États-Unis ont été inférieures de 1,8% en 2023 par rapport à 2022.

Enfin, le mandat de Joe Biden n'a pas été épargné par les fusillades de masse. Protégés par le deuxième amendement, le port et l'utilisation des armes à feu sont très complexes à réguler, notamment en raison de la puissance des lobbies, comme la NRA (National Rifle Association). Joe Biden est, malgré tout, parvenu à faire adopter l'un des seuls projets de loi qui restreigne l'accès aux armes à feu en près de trente ans, le *Bipartisan Safer Communities Act*, qui est notamment venu renforcer les exigences de vérification des antécédents avant l'achat d'une arme. Dans la foulée des drames de Buffalo et d'Uvalde qui se sont produits à dix jours d'intervalle en mai 2022 dans l'État de New York et au Texas, Joe Biden a également annoncé la création de l'Office of Gun Violence Prevention, qui aide les États à appliquer une législation plus sévère et à mieux accompagner les victimes de violence par arme à feu.

C'est donc avec un bilan économique et politique substantiel, dont on ne pourra apprécier pleinement la portée que dans les prochaines années, que Joe Biden a tiré sa révérence du monde politique. Il restera le regret amer de ne pas être parvenu à endiguer le trumpisme, qui revient au pouvoir dans une perspective de rupture historique totale et brutale, aussi bien sur le plan intérieur qu'international, comme en témoignent les premiers mois du mandat de Donald Trump. Dans son discours d'adieu à la nation, Joe Biden a défendu son héritage, mettant en lumière les vastes plans d'investissement, de réindustrialisation et de modernisation de l'économie américaine. Surtout, il a mis en garde sur la fragilité de la démocratie et alerté sur la « dangereuse concentration du pouvoir » aux mains d'une « oligarchie[33] ». Un certain aveu d'échec pour ce cacique de la politique qui avait été élu, quatre ans plus tôt, sur la promesse de réconcilier l'Amérique.

1. Donald Trump a remporté l'élection présidentielle de 2024 avec 49,80% des voix, soit 77 302 580 votes, contre 75 017 613 votes pour sa concurrente, Kamala Harris. Il remporte non seulement le vote populaire, contrairement à 2016 face à Hillary Clinton, mais il parvient à engranger plus de 3 millions de voix supplémentaires par rapport au scrutin de 2020.
2. Stéphanie Le Bars, « États-Unis : Joe Biden détaille une stratégie « fondée sur la science » contre le Covid-19 », *Le Monde*, 22 janvier 2021.
3. Stéphanie Le Bars, « Covid-19 aux États-Unis : Joe Biden impose le port du masque dans les espaces fédéraux », *Le Monde*, 21 janvier 2021.
4. « États-Unis. Biden annonce que l'objectif de 100 millions d'injections sera atteint », *Ouest-France* avec AFP, 20 mars 2021.
5. Sophie-Hélène Lebeuf, « Joe Biden : « Aujourd'hui, nous avons atteint 200 millions de doses » », Radio Canada, 21 avril 2021.
6. Arnaud Leparmentier, « En 2020, les États-Unis ont traversé la pire récession depuis 1946 », *Le Monde*, 28 janvier 2021.
7. Isabelle Lebon, Thérèse Rebière, « « *Build back better* » : Le programme économique de Joe Biden », The Conversation, 20 décembre 2020.
8. Stéphanie Le Bars, « Que prévoit l'énorme plan de relance voulu par Joe Biden aux États-Unis ? », *Le Monde*, 10 mars 2021.
9. *2017 Infrastructure Report Card – A comprehensive assessment of America's infrastructure*, American Society of Civil Engineers, 2017.
10. Delphine Touitou, « Cinq questions sur le plan infrastructures de Biden à « 3000 milliards » de dollars », *La Tribune*, 31 mars 2021.
11. Les républicains qui ont fait partie de ce groupe bipartisan sont Richard Burr (Caroline du Nord), Bill Cassidy (Louisiane), Susan Collins (Maine), Lindsey Graham (Caroline du Sud), Lisa Murkowski (Alaska), Rob Portman (Ohio), Mitt Romney (Utah), Mike Rounds (Dakota du Sud), Thom Tillis (Caroline du Nord), Todd Young (Indiana) et Jerry Moran (Kansas). Les démocrates sont Chris Coons (Delaware), Maggie Hassan (New Hampshire), John Hickenlooper (Colorado), Mark Kelly (Arizona), Joe Manchin (Virginie-Occidentale), Jeanne Shaheen (New Hampshire), Kyrsten Sinema (Arizona) et Mark Warner (Virginie). Le sénateur Angus King (Maine), un indépendant qui siège aux côtés des démocrates, a également signé la déclaration.
12. « Joe Biden annonce un accord bipartisan à 1200 milliards de dollars sur les infrastructures », *Le Monde* avec AFP, 25 juin 2021.
13. Kimberlee Speakman, « États-Unis : Joe Biden salue l'adoption d'un projet de loi sur l'infrastructure de 1,2 billion de dollars », Forbes France, 11 novembre 2021.
14. Stéphane Geneste, « États-Unis : quel bilan économique de la présidence de Joe Biden ? », RFI, 17 janvier 2025.
15. En 2021 et 2023, le Sénat était à égalité entre démocrates (50) et républicains (50). La voix de la vice-présidente Kamala Harris permettait de départager le vote d'un texte. Sans le soutien d'un seul sénateur démocrate sur un texte, celui-ci n'avait aucune chance d'être adopté.
16. *Summary: The Inflation Reduction Act of 2022*, Senate Democrats.
17. « États-Unis : le Sénat adopte le plan « anti-inflation », une victoire pour Joe Biden », *Le Monde* avec AFP, 7 août 2022.
18. « Joe Biden augmente le salaire minimum pour les contractuels du gouvernement », *Le Figaro* avec AFP, 27 avril 2021.
19. « Joe Biden échoue à imposer la hausse du salaire minimal dans son plan de relance », *Le Monde* avec AFP, 26 février 2021.
20. Ryan Tracy et Natalie Andrews, « Semi-conducteurs : le Sénat américain valide un plan d'aide de 280 milliards de dollars », *L'Opinion* avec *The Wall Street Journal*, 28 juillet 2022.
21. « Les *Bidenomics* par leur concepteur, une conversation avec Brian Deese », Le Grand Continent, 28 août 2023.
22. Robert Skidelsky, « Les risques liés aux *Bidenomics* », *Alternatives économiques*, 29 juillet 2021.
23. Frédéric Bianchi avec AFP, « La croissance américaine révisée à 3,1% au troisième trimestre, trois fois plus forte qu'en

Europe », BFMTV, 19 décembre 2024.

24. Stéphane Geneste, « États-Unis : quel bilan économique de la présidence de Joe Biden ? », RFI, 17 janvier 2025.
25. Marie-Violette Bernard et Zoé Aucaigne, « Présidentielle américaine 2024 : quel bilan pour Joe Biden, après un mandat au goût d'inachevé ? », France Info TV, 20 août 2024.
26. « Avortement aux États-Unis : les femmes sacrifiées », Amnesty International, 1er novembre 2024.
27. Gino Spocchia, « Almost 70 per cent of Americans back abortion rights, polling finds, amid fears Supreme Court will vote down Roe vs Wade », *The Independent*, 3 mai 2022.
28. Marie-Violette Bernard et Zoé Aucaigne, « Présidentielle américaine 2024 : quel bilan pour Joe Biden, après un mandat au goût d'inachevé ? », France Info TV, 20 août 2024.
29. David Leonhardt, « Recent Immigration Surge Has Been Largest in U.S. History », *The New York Times*, 11 décembre 2024.
30. « Sous Biden, la plus ample vague d'immigration de l'histoire américaine », *Courrier international* avec *The New York Times*, 20 janvier 2025.
31. « Le projet pétrolier Willow, en Alaska, approuvé par l'administration Biden », *Le Monde* avec AFP, 13 mars 2023.
32. *The 2024 Sustainable Energy in America Factbook*, BloombergNEF, 28 février 2024.
33. Rose Amélie Becel, « Dans son discours d'adieu, Joe Biden « met en garde sur la fragilité de la démocratie » », Public Sénat, 16 janvier 2025.